



Nantes, le 04/02/2021

Anne-France Brunet

Députée de Loire-Atlantique

Monsieur le Ministre,

À l'issue d'une journée en immersion avec les Brigades Sécurité Terrain des commissariats de Chantenay et de Saint-Herblain, je tiens à vous partager mon inquiétude sur les conditions dans lesquelles nos forces de l'ordre exercent leur métier. Consciente de votre engagement vis-à-vis de nos policiers, et de la sécurité de nos concitoyens, il me semble important de porter à votre connaissance ces éléments.

Le premier constat que j'ai pu dresser, c'est un manque structurel de moyens humains. Je sais les efforts financiers importants que le Gouvernement et la majorité ont portés depuis 2017 mais force est de constater que ces mesures ne se répercutent pas sur le terrain. À titre d'exemple, Saint-Herblain disposait de 81 policiers au début des années 2000 et n'en compte que 60 en 2021 (alors que la population n'a fait que croître pendant cette période). Évidemment, cette situation ne date pas de 2017 mais il nous appartient tout de même de la corriger dans les meilleurs délais.

Au-delà des moyens humains, les moyens matériels et techniques se révèlent eux aussi insuffisants. Par exemple, le commissariat de Chantenay dispose d'un véhicule partagé entre 2 groupes de PJ soit un total de 14 à 16 personnes. Sur ce sujet, je me réjouis qu'à l'occasion de l'examen de la 3ème loi de finances rectificative pour 2020, le Parlement ait voté un renfort des crédits du ministère de l'Intérieur de 75 millions d'euros pour engager le renouvellement du parc automobile de nos policiers et de nos gendarmes. Le renouvellement de la flotte de véhicule est particulièrement attendu sur le terrain. Par ailleurs, j'ai pu constater l'état dégradé des locaux : des bureaux de la police judiciaire ne pouvant pas respecter les normes sanitaires, des locaux de dépôt de plaintes incapables d'assurer la confidentialité des échanges, etc. J'attire également votre attention sur la brigade cynophile dont l'efficacité a fait ses preuves sur notre territoire. Nous ne disposons que de deux chiens pour couvrir un territoire allant de Nantes à Lorient, c'est largement insuffisant.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 Paris Cedex 08

1/2

Ce manque de moyens – humains et matériels – engendre une moindre présence sur le terrain et notamment dans les quartiers les plus difficiles. Malgré l'engagement exemplaire de nos policiers, ils ne peuvent pas exercer leurs missions dans des conditions convenables. Cela entraîne évidemment une détérioration du lien avec les habitants de ces quartiers où l'insécurité croît à grande vitesse. Est-ce normal que les BST sortent de leurs véhicules avec des grenades de désenclerclement alors que l'on parle juste d'une patrouille quotidienne ? Parce qu'ils ne disposent plus des moyens nécessaires, nos policiers ne peuvent plus combattre cette violence devenue quotidienne.

Je souhaite également vous alerter sur la délinquance des mineurs qui grandit à un rythme inquiétant. Au-delà des efforts en matière prévention qu'il faut évidemment accélérer, je ne peux m'empêcher de constater la prévalence d'un fort sentiment d'impunité. S'il faut évidemment protéger les mineurs et assurer le respect de leurs droits, comment pouvons-nous lutter contre la récidive ? Par exemple, nous ne disposons pas de places suffisantes dans les établissements pénitentiaires pour mineurs. Cette justice, face aux mineurs, n'est pas répressive, ni même punitive. C'est une justice débordée, qui n'a plus les moyens de faire face à cette délinquance grandissante chez les jeunes. La justice se doit de prendre en compte l'âge de ces délinquants et c'est normal, mais en les relâchant presque systématiquement, quel message envoie-t-on ? Consciente qu'il n'existe pas de solution unique et immédiate, il me semble essentiel d'engager un véritable travail sur la délinquance des mineurs.

Dans ce contexte, il me semble urgent de renforcer les moyens des BST mais aussi d'accroître sensiblement les effectifs de la Police de Sécurité du Quotidien (effectifs « fantômes » dans ma circonscription). J'espère que ces éléments seront pris en compte dans le cadre du Beauvau de la Sécurité qui suscite de fortes attentes chez nos forces de l'ordre. Je tiens à saluer leur engagement, leur réserve et leur courage et je sais que vous serez sensible à leurs conditions de travail. Je me tiens à votre disposition pour approfondir ce constat et vous fournir des précisions.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de toute ma considération.



Anne-France BRUNET